Syndicat cgt AIR FRANCE retraités
Union Syndicale des Retraités d'Air France

NOTRE LETTRE

AVRIL 2014 N° 42

UNION SYNDICALE RETRAITÉS SUD-OUEST

SOMMAIRE

Editorial
Jacques Passerat
Articles
Gérard Gilabert
Alain Postel
Jacques Passerat
Photos
A.Postel, J.Passerat
Maquette réalisation
J Passerat. R. Bertrand
F.Martinez, A.Postel
Impression envoi
M. Cucy, G. Bourdel

L'AGENDA

Jeudi 1 Mai
Manif 10h30 Esquirol

Mardi 13 Mai
14h00 CD USR31

Jeudi 15 Mai
9h30 Commission exécutive locale

Mardi 3 Juin
Manif retraités Paris

Jeudi 12 Juin
Assemblée festive

« Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront jamais le printemps. »
Pablo Neruda

Après la sanction infligée à la politique conduite par le gouvernement, les salariés et retraités attendaient un discours répondant à leurs préoccupations.

Ce n'est pas le cas du "tout neuf" premier ministre qui s'inscrit et aggrave les orientations précédentes et amplifie encore les mesures qui s'opposent à un véritable progrès social.

Il choisit la méthode autoritaire et austéritaire pour adapter notre pays, ses institutions, son économie, son droit social, aux canons de l'Europe ultralibérale.

Le patronat est entendu et servi, merci pour eux !

Au fameux pacte irresponsable de plus de 30 milliards d'euros, s'ajoutera la suppression des cotisations patronales pour les emplois rémunéré au SMIC, la baisse des cotisations sociales patronales de la branche famille sur la majorité des emplois payés jusqu'à 3,5 fois le SMIC, 12 milliards d'euros de baisse d'impôts sur les sociétés et la contribution sociale de solidarité ...

Quant aux prétendues aides promises aux salariés, elles n'en sont pas, puisque qu'il s'agit de leur propre argent, dégagé en abaissant le niveau du salaire brut, au détriment des cotisations sociales, de la protection sociale et du système de retraite qui est ainsi attaqué dans ses fondements.

Ajoutons à ceci plus de 50 milliards d'euros de coupe budgétaire, dont 19 milliards dans les services publics de la nation, 10 milliards dans l'assurance maladie, 10 milliards enlevés aux collectivités locales. Autant de ponctions qui vont considérablement réduire l'activité du pays et faire progresser d'autant le chômage et la misère.

Plus de 30 années de contre-révolution libérale ont introduit dans la société et dans la pensée collective l'idée que la valeur était le capital, et non le travail vivant. L'idée qu'il y a des femmes et des hommes en trop et qu'on les paye trop cher au détriment de la machine à générer les profits, que c'est donc le coût du travail qui pèse sur l'économie et la société.

Contrairement à cette religion largement répandu, il faut le répéter haut et fort, c'est le travail sous toutes ses formes, y compris l'activité sociale des retraités, qui crée les richesses, et c'est le capital qui en est le prédateur.

L'emploi est un droit, les prestations sociales une richesse, les femmes et les hommes ne peuvent être un coût car le monde est à eux.

Avec la CGT et de la façon la plus unitaire possible, nous saurons encore une fois le crier à l'occasion des manifestations de ce 1er mai 2014.

Jacques Passerat

Le mot du secretaire

J'adresse un bonjour fraternel à toutes et tous les nouveaux lecteurs de Notre Lettre. En effets de nouveaux adhèrent(e)s et sympathisant(e)s nous ont rejoint, c'est l'occasion de vous présenter notre section et ses activités. Cent quarante adhérents, de la région bordelaise au Languedoc Roussillon en passant par Toulouse et les départements limitrophes.
La majorité issue du bassin d'emploi toulousain, beaucoup d'autres de la région Bordelaise plus ceux qui, leur carrière accomplie ont choisi de venir ou revenir dans le sud de la France.

Nous avons une activité revendicative en lien avec les actifs, participons et soutenons leurs actions, les dernière en date, étant celles pour la défense de l'emploi sur TOULOUSE, (aéroport, administratif et AFI). Tout récemment nous avons apporté le témoignage des luttes passées lors de la conférence de presse organisée par la CGT pour les 10 ans de la Croix du Sud.

De même, nous avons de nombreux camarades qui participent activement aux différentes structures de la CGT. Deux d'entre nous ont participé au 10ème congrès de l'Union confédérale des Retraités CGT. Une camarade participe à la commission exécutive de l'Union Fédérale des Retraités du Transport, deux autres participent à celle de de l'Union Syndicale des Retraités 31, et nous sommes aussi présents aux réunions inter fédérations et unions syndicales de la région, pour mieux coordonner l'action des retraités au niveau de Midi Pyrénées.

Sur AIR FRANCE, 3 camarades sont membres du secrétariat national, dont l'un trésorier général, un autre est responsable du journal Transport Aérien. Six d'entre nous participent à la commission exécutive centrale du syndicat.

Localement, note commission exécutive compte 16 membres et se réunit chaque mois. Je veux tout particulièrement rendre hommage à notre camarade, Nicole DELSAU, décédée récemment, et qui en faisait partie.

Depuis le début de l'année nous avons arpenté les rues de TOULOUSE de nombreuses fois, pour la défense de nos droits, de notre pouvoir d'achat et de l'emploi, contre l'austérité.

Mais il y a un aspect tout aussi important de notre activité, je veux parler de la Solidarité, de la convivialité, de la recherche du contact et de la lutte contre l'isolement qui guette certains d'entre-nous.

Une activité que nous voulons permanente auprès de nos adhérents pour avoir de leurs nouvelles, parler de l'actualité sociale, etc...
Les moments forts sont l' assemblée générale, notre assemblée festive de juin et les journées de PENNE en septembre. Cette année pour la première fois, nous organisons notre rencontre festive le JEUDI 12 JUIN a la CROIX DU SUD.

A cette occasion nous fêterons comme il se doit les 30 ANS D'EXISTENCE de NOTRE USRAF CGT.

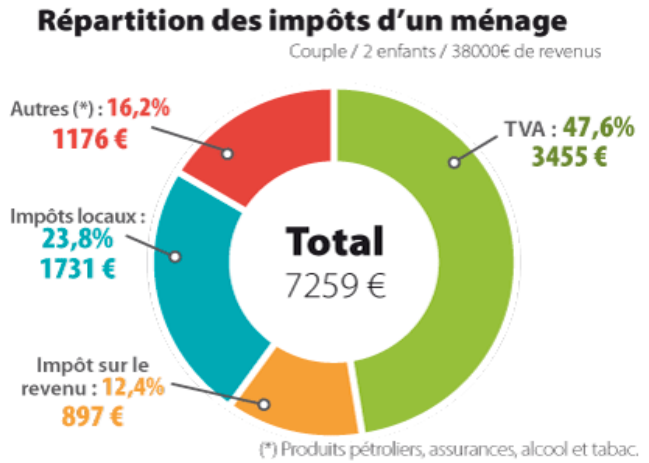
Je termine en insistant sur l'importance du syndicalisme retraité qui est développée dans ce journal, mais aussi et surtout sur celle de l'adhésion et de l'importance de l'essor de notre section. Soyez nombreuses et nombreux à nous rejoindre, à participer avec nous à cette formidable activité qu'est le syndicalisme retraité qui sait être festif, joyeux, convivial, revendicatif, en un mot, vivant et porté sur l'avenir.

Gérard GILABERT

Pour une fiscalité juste et éfficace

En ce début 2014, La fiscalité, se trouve au-devant de l'actualité. Entre autre par l'augmentation du taux de TVA et par la mise en chantier du projet de réforme que proposera le gouvernement. Prévu au printemps, sa présentation a finalement été retardée par le chef de l'état. Doit-on penser que les échéances électorales de ce printemps ne pouvaient ce concilier avec une telle réforme ?

Désagréable à la réception de notre avis d'imposition cette contribution nous apparait bénéfique à l'utilisation des services publics et des infrastructures qu'elle permet de réaliser. **L'impôt doit être ressenti non pas comme un prélèvement mais comme un investissement.**



Une bonne fiscalité, c'est indispensable pour un service public digne de ce nom. Les deux, indissociables l'un de l'autre, sont les composantes essentielles de notre société républicaine solidaire. Ainsi le service public, alimenté par la fiscalité dont chacun participe selon ses moyens, est préférable à des services privés tenus par des actionnaires qui se serviront dans les caisses chaque fin d'années, comme nous le subissons dans les domaines des postes, des autoroutes, du gaz ou des filiales d'EDF ou de la SNCF.

Mais pour être républicain l'impôt doit être juste, et c'est loin d'être le cas. Les changements de règles de ces dernières décennies nous mènent à l'inverse d'une fiscalité équitable.

L'impôt sur le revenu, dont le barème a été bloqué pendant 2 ans, devient de moins en moins progressif.

Le poids de la TVA s'alourdi (près de 50% des recettes de l'état).

Une montée en puissance des taxes, par exemple, celle sur les complémentaires de santé (13.6%)

Création de niches fiscales qui ne profitent qu'a des populations déjà avantagées et n'aboutissent qu'au seul résultat de créer un manque de recettes et d'amplifier le déficit et la dette.

Des exonérations qui se chiffrent en milliards, sont accordées aux entreprises alors qu'elles sont grandes consommatrices de services, publics. Que seraient-elles sans la formation de leurs futurs salarié(e)s, sans les infrastructures, sans le soutien de l'état à l'emploi, et sans les services de santé qui réparent les dégâts du travail ?

A cela s'ajoute la fraude, sous toutes ses formes, et l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux. Ceci permis par une certaine mansuétude qui peut laisser perplexe.

Exonération, fraude, évasion ; les trois mamelles qui démontrent que **le problème du déficit budgétaire est plus à chercher dans les recettes que dans les dépenses.**

Oui. À la CGT nous sommes d'accord pour une réforme. Celle-ci doit toucher toutes les composantes de la fiscalité et tous les revenus

Voici les mesures que nous mettons en avant pour un retour à un impôt juste.

- **Retour à un impôt sur le revenu plus progressif** avec plus de tranches un taux marginal à 55% et un renforcement de l'impôt sur la fortune.
- **Allègement de la TVA**, suppression sur produit de première nécessité.
- **Réduction des niches fiscales.**
- **Faire la chasse à la fraude fiscale**, dans ce domaine, des résultats seraient bénéfiques et apporterais des fonds bien utiles pour permettre une reforme juste sans alourdir la dette.
- **Taxer tous les revenus sans distinction**.
- Réforme des impôts locaux en révisant les bases d'imposition.
- Réhabiliter la taxe professionnelle, sources de finance pour les collectivités locales.
- Au niveau européen, Harmonisation fiscale et taxation des transactions financières.

Ces mesures seraient plus efficaces que d'augmenter la pression fiscale sur les salariés, minant leur budget et empêchant toute relance.

Imposons- les, faisons reculer le gouvernement. Unis massivement, nous y parviendrons tout comme les pigeons et autres nantis y sont parvenus.

" Comment fermer les yeux sur l'évasion fiscale quand on estime qu'elle prive notre pays de 50 à 60 milliards d'€ par an ? Comment fermer les yeux sur cela alors que le gouvernement nous annonce qu'il va falloir réduire la dépense publique de 50 milliards ? Tout cela est insupportable."

Stéphanie Gibaud : auteure de « La femme qui en savait vraiment trop » Salariée de la banque UBS, a été licenciée en 2011 et se trouve toujours en procès pour harcèlement.

N° 08 -2014 - Roissy, Mars 2014

Syndicat cgt ugict-cgt Air France

Contre vents et marées, la CGT a redressé le CCE

Les résultats des élections professionnelles de mars et novembre 2011 ont placé la CGT Air France premier syndicat de l'entreprise. C'est donc en toute logique qu'elle s'est proposée de tenir les rênes du CCE, tout en invitant les autres Organisations Syndicales **sans exception** à participer à la constitution du bureau.

Malheureusement aucune organisation syndicale, excepté FO pendant 2 ans*, n'a eu l'envie ou le courage de se confronter à la situation extrêmement préoccupante et aux décisions difficiles qu'il fallait prendre pour redresser le CCE. **La CGT a néanmoins décidé d'assumer ses responsabilités.**

Pour le CCE, 2012 et 2013 auront été deux années où rien ne lui aura été épargné : appel à un mandataire AD'HOC, placement en procédure de sauvegarde du CCE et pour finir placement en redressement judiciaire. Tous les obstacles rencontrés auront été savamment mis en place pour que la CGT échoue dans sa mobilisation pour sauver le CCE.

Loin de se laisser abattre, le bureau CGT a longuement et patiemment élaboré une stratégie de sortie de crise avec ses militants. Malgré les avis de tempête qui se sont succédés, les élus CGT ont maintenu le cap et pu conduire à bien toutes les actions pour permettre la survie du CCE.

Aujourd'hui, soit 3 ans plus tard, quelle est la situation du CCE Air France ?

Grâce à une décision de justice qui a validé le plan de redressement présenté par vos élus CGT, le CCE est sorti du redressement judiciaire. Les fondamentaux du redressement financier sont en place et **aucun départ contraint de salarié(e)s du CCE n'a eu lieu. Pour la CGT, c'était un préalable incontournable, porté haut et fort dès le début de nos prises de responsabilités.**

Bien entendu, rien n'est jamais acquis et il convient de rester vigilant. Cependant les bases du redressement sont en place et forment la promesse d'un avenir meilleur. La mise en place de nouveaux outils informatiques est en cours, le développement du site internet dédié aux Vacances Jeunes sera bientôt suivi d'un site dédié aux Vacances Familles, ce qui démontre que le CCE sait vivre avec son temps.

Enfin dernière mesure emblématique, le retour de l'agence du CCE dans les locaux du siège d'Air France permettra au CCE d'être encore plus proche des agents d'Air France, actifs ou retraités.

Le CCE est toujours là et demeure plus que jamais un outil à votre service. Pour la CGT, le maintien des activités sociales et culturelles était l'objectif premier. Cet objectif est aujourd'hui atteint.

L'aide de toutes les bonnes volontés pour une réflexion destinée à construire l'outil de demain dont les salariés ont besoin, permettra au CCE d'encrer durablement son rétablissement. L'appel est une fois de plus lancé aux autres Syndicats. Nous formulons le vœu qu'à l'avenir, il y ait plus de coopération et moins de coups bas autour du CCE...

*FO a quitté le bureau du CCE en mars 2013 suite aux nombreuses entraves opérées par d'autres Organisations Syndicales.

Contacts

retraitesafsudouest@laposte.net

GILABERT Gérard 06 74 07 24 84	CHAZOTTES J.Cl . 0647346708	BERTRAND Roger 05 61 81 55 40
CUCY Michel 05 61 39 11 76	COSTES Gérard - 05 61 81 91 43	STRAT Lionel 06 59 32 60 05
BOURDEL Guy 05 61 39 06 91	MARTINEZ Francis 06 14 84 76 75	PASSERAT J. 06 06 47 33 30

Nicole vient de nous quitter

Nicole DELSAU, sa disparition nous peine infiniment. Nous avons tous des souvenirs qui nous ramènent à son arrivée dans notre région et particulièrement dans notre section de retraités essentiellement issus des milieux industriels de la D.M. et surtout de Montaudran.

Venant de la région parisienne, de l'informatique, elle apporta un élan nouveau dans notre collectif militant. Nous avons si bien su l'accueillir qu'en janvier 1996 elle acceptait la responsabilité de la trésorerie.

Elle trouvait vite le meilleur contact avec nos camarades les plus éloignés ou isolés. Elle apportait sa gentillesse et son optimisme. Tout de suite elle a su créé des liens fraternels et humains qui manquaient quelquefois dans nos relations rationnelles.

La vie militante de cette période s'est renforcée, permettant une activité plus riche et conviviale.

Des sorties ou voyages ont été organisé judicieusement par Nicole. C'était dans le Gers ou l'Ariège, le Tarn ou le Périgord.

Elle a aussi organisé une A.G décentralisée dans les Pyrénées-Orientales pour retrouver nos camarades habitant là-bas.
Rappelez-vous nos assemblées générales à Montaudran où nous avions la chance d'avoir Philippe, son mari, qui s'accompagnait de son « orgue de Barbarie » en nous chantant des chansons révolutionnaires…
Nicole, tu aimais les choses simples, tu avais une façon sincère de dire les choses, tu savais t'engager Tu avais un idéal et tu avais choisi la lutte. Tu étais notre camarade et plus encore, une amie.

L'ELECTION des CONSEILLERS PRUD'HOMMES

Le Gouvernement entend changer le scrutin des élections prud'homales en passant d'une élection au suffrage universel à une désignation sur la base du résultat des élections professionnelles.

C'est un projet injuste, antidémocratique, précipité, destiné notamment à faire des économies sur le dos, encore une fois des salariés et de leur possibilité d'expression démocratique.

La CGT a engagé une campagne de signatures de pétition sur le sujet, qu'il faut davantage relayer.

En effet, le calendrier est désormais CONNU : le projet de loi sera soumis aux sénateurs le 14 mai et examiné par l'Assemblée Nationale dans la foulée en procédure accélérée, pour une adoption définitive fin mai.

Ne laissons pas faire !
Exigeons la tenue des élections prud'homales en 2015

Signez et faites signer la pétition en ligne sur le site de la CGT :
http://www.cgt.fr/Suppression-des-elections-prud.html

Pour un 1er mai de paix et de solidarité

Depuis de longs mois, les salariés, les retraités, précaires se mobilisent. Dans les entreprises, les localités pour sauvegarder l'emploi, les salaires, les acquis sociaux, notre système solidaire de protection sociale.

Le premier mai 2014 doit-être l'occasion d'exiger d'en finir avec l'austérité, pour gagner l'égalité et le partage des richesses.

Aucune leçon n'a été tirée de l'élection municipale de 2014. Nous aurions dû assister à une réorientation de la politique gouvernementale en particulier sur le terrain des finances publiques et de l'emploi. Au contraire le message envoyé conforte le Medef et les forces les plus réactionnaires, avec **un risque de** radicalisation et de percée de la droite ultralibérale ou fascisante.

Pas un mot sur le coût du capital ou sur la répartition égalitaire des richesses produites, pas une phrase sur l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits. Le gouvernement VALLS n'a pas la confiance des salariés

La décentralisation avec le projet de disparition des conseils généraux, la fusion des régions et l'abandon de la clause de compétence générale, pourtant condamnée par les parlementaires PS sous le gouvernement Sarkozy est remis à l'ordre du jour et amplifiée. Cela aurait pour conséquences l'éloignement des lieux de décisions des citoyens et la remise en cause des services publics de proximité mais aussi des politiques de solidarité. C'est une véritable menace pour la démocratie.

Nous appelons à faire du 1er mai, une grande journée de mobilisation et d'action en manifestant massivement pour réclamer des mesures immédiates qui répondent aux besoins économiques et sociaux de création d'emplois, d'augmentation générale des salaires et des minimas sociaux. C'est cela qui redonnera confiance au monde du travail !

Nombreux et déterminés faisons de ce 1er mai et des prochaines mobilisations les bases d'un mouvement social de grande ampleur capable d'imposer le progrès social pour satisfaire les revendications.

Jeudi 1er mai 2014
Manifestation interprofessionnelle unitaire
10h30 place Esquirol à Toulouse

Cette année notre assemblée festive de Juin sera l'occasion de marquer comme il se doit les 30 ans de notre USRAF CGT. Notre lieu habituel de MONTAUDRAN n'étant plus disponible, notre fête se déroulera à proximité du restaurant du personnel du **centre industriel Croix du Sud à Blagnac**.

Le

Jeudi 12 Juin

Retenez cette date, nous vous informerons ultérieurement du déroulé de cette journée.